

### Questions orales

Lorsque les autorités américaines demanderont l'extradition de M. Eagleson aux États-Unis pour y être traduit en justice, le ministre laissera-t-il la procédure d'extradition avoir préséance sur des accusations que la GRC pourrait porter après la demande d'extradition?

**L'hon. Herb Gray (leader du gouvernement à la Chambre des communes et solliciteur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, le député fait valoir un argument intéressant, soit que les autorités américaines n'ont pas encore demandé l'extradition de M. Eagleson. Si une telle demande est faite, c'est le ministre de la Justice qui devra s'en occuper, et non le solliciteur général.

\* \* \*

### INGLIS LIMITÉE

**M. Janko Peric (Cambridge, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie.

Hier, un représentant de la société Inglis Limitée m'a informé que la société mère, la Whirlpool Corporation, fermera l'usine située dans Cambridge, la circonscription que je représente.

Comme les gens de ma circonscription ont reçu de bonnes et de mauvaises nouvelles au cours de la dernière semaine, le ministre a-t-il des conseils à donner aux travailleurs d'Inglis qui vont perdre leur emploi ainsi qu'aux habitants de Cambridge?

**L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, il est effectivement regrettable que la société Inglis ait décidé de fermer son usine de Cambridge, en Ontario. Cela entraînera des pertes d'emplois. Cette fermeture s'inscrit dans la restructuration des activités de la société qui veut concentrer sa production à son usine principale.

La bonne nouvelle nous est parvenue il y a environ une semaine lorsque la société Toyota a annoncé qu'elle investira 600 millions de dollars dans l'agrandissement de son usine de Cambridge, en Ontario, créant ainsi 1 200 emplois à long terme.

Cette annonce prouve non seulement qu'une des plus grandes sociétés du monde a pleine confiance dans la compétitivité du Canada, mais aussi que les travailleurs canadiens de l'automobile peuvent être productifs et compétitifs et sont capables de fabriquer d'aussi bonnes voitures que n'importe qui.

\* \* \*

[Français]

### L'IMMIGRATION

**M. Osvaldo Nunez (Bourassa, BQ):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

À la suite des pressions de l'opposition officielle, l'examen des nominations des commissaires à la CISR a démontré que le ministre a reproduit le même système de patronage que le gouvernement précédent. Ce qui a changé, c'est que maintenant, les

conflits ouverts entre les différentes factions minent davantage la crédibilité de la commission.

Suite à la démission du directeur exécutif et à la suspension indéfinie du vice-président de la Commission, qu'attend le ministre pour procéder à un véritable ménage au sein de la Commission?

[Traduction]

**L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Monsieur le Président, il ne serait pas juste de croire que parce que la nomination d'une personne est remise en doute cette semaine, cela doit rejaillir sur les 211 membres de la CISR.

Il faut reconnaître plutôt qu'il s'agit là d'une importante institution fédérale et chercher à l'améliorer par des réformes et des modifications au lieu de profiter de cette situation pour la démolir.

Il ne serait pas juste de se contenter de dire que le processus de nomination est en place depuis des années.

• (1500)

Toutes les nominations ont été publiées dans la *Gazette du Canada* et ont été évaluées selon les mêmes critères par la CISR. Il faut continuer à apporter des améliorations. Nous en avons proposé au groupe chargé de l'examen des organismes et des programmes. Si le député a d'autres recommandations à faire, nous serons on ne peut plus heureux de les entendre.

\* \* \*

### LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

**M. Charlie Penson (Peace River, Réf.):** Monsieur le Président, le ministre de l'Industrie saura que le Bureau de la politique de concurrence du gouvernement a terminé son enquête sur la façon dont le ministère de la Défense nationale adjuge les contrats de déménagement de son personnel. Il a maintenant demandé à ce ministère d'ouvrir le processus d'appel d'offres aux entreprises autres que les quatre grands transporteurs routiers.

Le ministre publiera-t-il un résumé du rapport afin que les entreprises qui voudront soumissionner pour des déménagements à l'avenir soient au courant des nouvelles règles?

**L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, comme le député l'a signalé, le directeur des enquêtes et recherches en vertu de la Loi sur la concurrence a fait des recommandations au comité interministériel responsable des déménagements gouvernementaux. Il a également ajouté que, selon lui, ces recommandations peuvent être rendues publiques.

\* \* \*

### LA CHINE

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État chargée de l'Amérique latine et de l'Afrique.